



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS DE MISE EN SÉCURITÉ ET DE
MESURES IMMÉDIATES PRISES À TITRE CONSERVATOIRE**

**Société SCAEL à Lucé
Complexe céréaliier
(AIOT 0010000377)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-8, L. 511-1, L. 512-20, R. 512-9, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1199 du 02 juillet 1997 portant les prescriptions à l'installation exploitée par la Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) située aux Malbrosses sur la commune de Lucé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2015 relatif à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement SCAEL sur la commune de Lucé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU l'absence d'information transmise par l'exploitant ;

VU les constats réalisés lors de l'inspection menée le 07 octobre 2025 suite à l'accident survenu le 05 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 07 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (passages possibles au travers de la clôture dont le grillage est cassé à plusieurs endroits) ;

Place de la République - CS 80537 - 28019 Chartres Cedex - Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture au public : 9h00- 12h30 / 14h00 -16h30 (le vendredi 16h00)
Accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après midi sur rendez-vous exclusivement
Pour toute précision, consulter www.eure-et-loir.gouv.fr , rubrique "Démarques administratives"



- la mise en sécurité globale du site n'est pas assurée (tampons d'égouts et plaques d'accès aux installations souterraines absents / fosses et escaliers d'accès aux installations de manutention facilement accessibles).

CONSIDÉRANT que les constats qui ont été faits le 07 octobre 2025 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser le site et sécuriser les installations ;

CONSIDÉRANT que la nécessité de sécuriser le site n'est pas compatible avec les délais afférents à une consultation du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques et avec le délai de réalisation d'un contradictoire auprès de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la mise en œuvre des actions de sécurisation du site ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1 – Respect des prescriptions

La Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) dont le siège social est situé au 3 avenue Victor Hugo à Chartres (28000), exploitant un complexe céréalier sise Malbrosses sur la commune de Lucé est tenue de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 3 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 - Mesures immédiates conservatoires

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes:

- mettre en sécurité les installations du site : périmètre de sécurité, surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, condamnation des accès, des portes, des fenêtres, des ouvertures, des bouches d'égouts, etc., signalisés de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, de personnes, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence,
- remettre en état la clôture du site (des barrières provisoires peuvent être mises en place dans l'attente de la réalisation des travaux de remise en état de la clôture), afin d'empêcher l'entrée de tiers non autorisés dans l'enceinte du site.

Article 3 – Echéances

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- - Mise en place de barrières provisoires remplaçant la clôture le temps des travaux : **72 heures** ;
- - Mise en sécurité globale du site : **7 jours** ;

- - Remise en état de la clôture : **7 jours ;**

Article 4 – Transmission des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 – Délais et voies de recours

A – Recours contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le recours gracieux ou hiérarchique peut être exercé dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 7 – Notification, publicité

- 1) Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant

- 2) L'arrêté sera affiché en mairie de Lucé pendant une durée minimum d'un mois.
Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau des procédures environnementales par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr
- 3) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 8 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Lucé et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val-de-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

31 OCT. 2025

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN